

Janvier 2020

**Tendances récentes** : La reprise économique en Afrique subsaharienne a marqué le pas en 2019, avec une croissance estimée à 2,4 %. L'intensification des turbulences mondiales, telles que le ralentissement de l'activité des principaux partenaires commerciaux, l'incertitude accrue en matière de politique et la chute des prix des produits de base, a été aggravée par la fragilité intérieure de plusieurs pays.

En Afrique du Sud, en Angola et au Nigéria – les trois plus grandes économies de la région – la croissance a été atone en 2019, et est restée nettement en deçà des moyennes historiques et en baisse par habitant pour la cinquième année consécutive.

Ailleurs, la croissance s'est détériorée dans plusieurs pays exportateurs de matières premières industrielles, la baisse des prix et le fléchissement de la demande freinant l'activité dans les industries extractives, comme en République démocratique du Congo, au Libéria et en Namibie. La croissance s'est accélérée dans certains pays où les investissements dans de nouvelles capacités pétrolières et minières ont stimulé l'activité, comme au Ghana, en Guinée et en Mauritanie. Malgré quelques légers ralentissements, les taux de croissance ont été plus soutenus dans les pays exportateurs de produits agricoles.

**Perspectives** : La croissance régionale devrait s'accélérer pour atteindre 2,9 % en 2020, à condition que la confiance des investisseurs s'améliore dans certaines grandes économies, que les goulets d'étranglement énergétiques s'atténuent, qu'une hausse de la production pétrolière contribue à la reprise dans les pays exportateurs de pétrole et que la croissance continue d'être vigoureuse dans les pays exportateurs de produits agricoles. Cette prévision est plus faible que prévu, en raison du fléchissement de la demande des principaux partenaires commerciaux, de la baisse des prix des produits de base et de l'évolution défavorable de la situation intérieure dans plusieurs pays.

En Afrique du Sud, la croissance devrait atteindre 0,9 %, en supposant que le programme de réforme de la nouvelle administration s'accélère, que l'incertitude politique se dissipe et que l'investissement redémarre progressivement. Les problèmes d'infrastructure de plus en plus contraignants – notamment dans le domaine de l'approvisionnement en électricité – devraient freiner la croissance intérieure, tandis que la dynamique des exportations sera entravée par la faiblesse de la demande extérieure.

Au Nigéria, la croissance devrait atteindre 2,1 %. Le cadre macroéconomique – caractérisé par des taux de change multiples, des restrictions de change, une inflation élevée et persistante et une banque centrale visant une multitude d'objectifs – n'est pas propice à la confiance.

En Angola, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre 1,5 %, à supposer que les réformes en cours assurent une plus grande stabilité macroéconomique, améliorent le climat des affaires et soutiennent l'investissement privé. Dans l'Union économique et monétaire ouest-africaine, la croissance devrait se maintenir à 6,4 %.

Dans les pays exportateurs de produits agricoles, le maintien d'importantes dépenses publiques d'infrastructure, associé au regain d'activité du secteur privé à Madagascar, au Rwanda et en Ouganda, ou à la poursuite des réformes visant à accroître la productivité et la compétitivité des secteurs axés sur l'exportation, comme au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, continueront de soutenir la production.

Au Kenya, la croissance devrait atteindre 6 %.

**Risques** : Une décélération plus marquée que prévu chez les principaux partenaires commerciaux tels que la Chine, la zone euro ou les États-Unis entraînerait une baisse sensible des recettes d'exportation et des investissements. Un ralentissement plus rapide que prévu en Chine provoquerait l'effondrement des prix des

produits de base et, compte tenu de la forte dépendance des exportations et des recettes budgétaires de l'Afrique subsaharienne à l'égard des secteurs extractifs, pèserait lourdement sur l'activité régionale.

La hausse généralisée de la dette publique a entraîné la forte augmentation des charges d'intérêts, avec pour effet d'évincer les autres dépenses et de susciter des inquiétudes quant à la viabilité de la dette. L'insécurité, les conflits et les rébellions – en particulier au Sahel – pourraient peser sur l'activité économique et la sécurité alimentaire dans plusieurs économies. Les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents du fait du changement climatique, d'où un important risque de ralentissement de l'activité en raison du poids disproportionné de l'agriculture dans de nombreuses économies de la région.

[Télécharger les Perspectives économiques mondiales](#)

### Prévisions pour les pays d'Afrique subsaharienne

(Variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019e	2020p	2021p	2022p
PIB aux prix du marché (USD 2010)						
<b>Angola</b>	-0,1	-1,2	-0,7	1,5	2,4	3,0
<b>Bénin</b>	5,8	6,7	6,4	6,7	6,7	6,7
<b>Botswana</b>	2,9	4,5	4,0	4,1	4,2	4,2
<b>Burkina Faso</b>	6,3	6,8	6,0	6,0	6,0	6,0
<b>Burundi</b>	0,5	1,6	1,8	2,0	2,1	2,2
<b>Cabo Verde</b>	3,7	5,1	5,0	5,0	5,0	5,0
<b>Cameroun</b>	3,5	4,1	4,0	4,2	4,3	4,5
<b>Tchad</b>	-3,0	2,6	3,0	5,5	4,8	4,8
<b>Comores</b>	3,8	3,4	1,7	4,8	3,7	3,6
<b>Congo, Rép. dém. du</b>	3,7	5,8	4,3	3,9	3,4	3,6
<b>Congo, Rép. du</b>	-1,8	1,6	2,2	4,6	1,9	2,4
<b>Côte d'Ivoire</b>	7,7	7,4	7,3	7,0	7,1	7,1
<b>Guinée Équatoriale</b>	-4,7	-6,1	-4,3	-2,3	1,0	-4,8
<b>Eswatini</b>	2,0	2,4	1,3	2,6	2,5	2,5
<b>Éthiopie<sup>a</sup></b>	10,0	7,9	9,0	6,3	6,4	7,1
<b>Gabon</b>	0,5	0,8	2,9	3,0	3,2	3,3
<b>Gambie</b>	4,8	6,6	6,0	6,3	5,8	5,5
<b>Ghana</b>	8,1	6,3	7,0	6,8	5,2	4,6
<b>Guinée</b>	10,0	5,8	5,9	6,0	6,0	6,0
<b>Guinée-Bissau</b>	5,9	3,8	4,6	4,9	5,0	5,0
<b>Kenya</b>	4,9	6,3	5,8	6,0	5,8	5,8
<b>Lesotho</b>	-0,4	1,5	2,6	0,7	2,1	2,8
<b>Libéria</b>	2,5	1,2	-1,4	1,4	3,4	4,2
<b>Madagascar</b>	4,3	5,1	4,7	5,3	4,4	5,0
<b>Malawi</b>	4,0	3,5	4,4	4,8	5,2	5,3
<b>Mali</b>	5,3	4,7	5,0	5,0	4,9	4,9
<b>Mauritanie</b>	3,0	3,6	6,4	5,7	5,8	8,7
<b>Maurice</b>	3,8	3,8	3,9	3,9	4,0	4,0
<b>Mozambique</b>	3,7	3,4	2,0	3,7	4,2	4,4
<b>Namibie</b>	-0,9	-0,1	-0,5	0,9	1,7	1,9
<b>Niger</b>	4,9	6,5	6,3	6,0	5,6	11,9
<b>Nigéria</b>	0,8	1,9	2,0	2,1	2,1	2,1
<b>Rwanda</b>	6,1	8,6	8,5	8,1	8,0	8,0
<b>Sénégal</b>	7,1	6,8	6,3	6,8	7,0	7,0

<b>Seychelles</b>	4,3	4,1	3,5	3,3	3,3	3,4
<b>Sierra Leone</b>	3,8	3,5	4,8	4,9	4,9	5,0
<b>Afrique du Sud</b>	1,4	0,8	0,4	0,9	1,3	1,5
<b>Soudan</b>	4,3	-2,3	-2,6	-1,4	-0,6	0,2
<b>Tanzanie</b>	6,8	5,4	5,6	5,8	6,1	6,2
<b>Togo</b>	4,4	4,9	5,3	5,5	5,5	5,5
<b>Ouganda<sup>a</sup></b>	3,9	5,9	6,1	6,5	5,9	6,0
<b>Zambie</b>	4,1	3,1	1,8	2,6	2,6	4,0
<b>Zimbabwe</b>	4,7	3,5	-7,5	2,7	2,5	2,8

Source : Banque mondiale.

Note : e = estimation, p = prévision. Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment actualisées en fonction des nouvelles informations et de l'évolution de la conjoncture (mondiale). Par conséquent, les projections présentées ici peuvent être différentes de celles mentionnées dans d'autres documents de la Banque, même si les évaluations de base des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon significative à un moment donné.

a. Exercices budgétaires.

[Website](#)

[Télécharger ces données](#)